

## Développements macroéconomiques récents

Après une contraction de 0,2 % en 2020 causée par la COVID-19, la croissance économique a rebondi à 5,5 % en 2021. Soutenue du côté de l'offre par les secteurs de la construction, du commerce et du tourisme, la croissance est consolidée du côté de la demande par la consommation des ménages et l'investissement public. La politique monétaire demeure accommodante entre 2020 et 2021. Les prix élevés de l'énergie et des frais de transport accroissent l'inflation qui de 5,9 % en 2020 a augmenté à 6,9 % en 2021. Le déficit budgétaire s'est creusé pour atteindre 4,0 % du PIB en 2021, contre 2,2 % en 2020, en raison d'une augmentation des dépenses consacrées au secteur de la santé et des subventions accordées aux ménages et aux entreprises publiques pour atténuer le choc causé par la pandémie de COVID-19. Si la dette publique est passée de 85,0 % du PIB en 2020 à 82,9 % en 2021, le risque de surendettement reste élevé.

Avec une chute des exportations et une hausse des importations, le déficit du compte courant se creuse de 3,3 % du PIB en 2020 à 9,3 % en 2021. Il est financé principalement par les IDE et les transferts de capitaux, qui ont également contribué à stabiliser le dalasi. Les réserves officielles brutes ont augmenté, passant de 352,1 millions USD en 2020 à 496,5 millions USD en 2021, grâce à l'allocation de DTS de 85 millions USD, qui a en partie servi à financer les dépenses liées à la pandémie. Le secteur financier est resté liquide, rentable, et bien capitalisé, même si le choc provenant de la COVID-19 a affaibli la qualité des actifs. Le ratio des prêts non productifs par rapport aux prêts bruts s'est détérioré, passant à 5,6 % à mi-2021 contre 4,5 % en juin 2020. Le taux de pauvreté, mesuré en se basant sur le seuil de la Banque mondiale de 3,20 USD par jour en PPA 2011, reste élevé en 2020, à 35,5 % et en 2021 à 35,1 %, en raison de la pandémie de COVID-19.

## Perspectives et risques

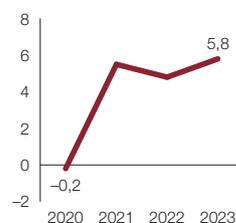
Les perspectives restent difficiles, et dépendantes de la reprise de l'économie mondiale dans les secteurs du tourisme et du commerce. La croissance devait être de 4,8 % en 2022 et de 5,8 % en 2023, tirée par les secteurs de l'agriculture, des transports, de l'énergie, du tourisme, de la finance et de l'économie numérique. L'inflation devrait se situer à 8,0 % en 2022, en raison des prix plus élevés de l'énergie et des denrées alimentaires du fait de la guerre Russie-Ukraine ; elle pourrait néanmoins se réduire à 7,5 % en 2023 avec la normalisation des chaînes d'approvisionnement mondiales. Le déficit budgétaire devrait se creuser pour atteindre 4,6 % en 2022, en raison de

l'augmentation des subventions et du service de la dette, et se réduire à 3,1 % du PIB en 2023, grâce à une meilleure administration fiscale et une rationalisation des dépenses. Le déficit du compte courant devrait se creuser à 14,7 % du PIB en 2022, à cause des importations liées aux infrastructures et à la hausse de la facture des importations de pétrole et de denrées alimentaires en raison du conflit Russie-Ukraine, puis revenir à 11,8 % en 2023, avec la reprise des réexportations. Des risques à la baisse pourraient résulter de l'apparition de nouveaux variants de la COVID-19, d'un faible déploiement de la vaccination, de catastrophes climatiques et de la vulnérabilité de la dette. L'atténuation de ces risques devrait s'appuyer sur la rationalisation des subventions accordées aux entreprises publiques, le renforcement du secteur de la santé, et des réformes structurelles favorables à la croissance.

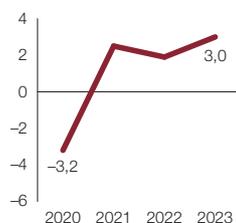
## Changement climatique et options de politiques publiques

Le pays occupe la 41<sup>e</sup> place du classement de l'IRC 2021. L'investissement dans l'adaptation et l'atténuation climatiques est essentiel. En 2021, des tempêtes ont tué 10 personnes et en ont blessé 100 autres, ont touché près de 17 000 personnes dans 100 communautés et ont détruit des infrastructures sociales. La Gambie a pris du retard dans le domaine de l'énergie verte, qui ne représente que 2 % de la production totale d'énergie. Néanmoins, le projet de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG), au coût de 86 millions USD, qui produira 56 MW — un projet d'énergie solaire ciblant 1 100 écoles et hôpitaux, par la construction d'une centrale photovoltaïque de 20 MW et d'un parc solaire de 150 MW — permettra de se rapprocher de l'objectif de 40 % d'énergie verte, et contribuera à l'atteinte de l'objectif de réduction de 49,7 % des GES, d'ici 2030, comme le préconise la CDN actualisée en 2021. La Gambie est donc en bonne voie pour atteindre l'ODD 13 relatif à l'action climatique. Malgré la mobilisation de 66 millions USD, la somme de 1,35 milliard USD supplémentaires est nécessaire à l'atteinte des objectifs climatiques. De la somme totale, un montant de 420,6 millions USD sera dédié aux mesures d'adaptation tandis qu'un montant de 925,74 millions USD sera dédié aux mesures d'atténuation. Pour pouvoir exercer un effet de levier sur les financements privés, le gouvernement devrait introduire des prix de rachat garantis, des échanges de droits d'émissions de carbone, des subventions aux énergies propres et des instruments de gestion des risques afin d'atténuer le risque des investissements à faibles émissions de carbone et résilients au changement climatique.

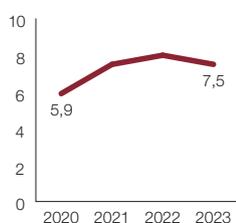
Taux de croissance du PIB réel (%)



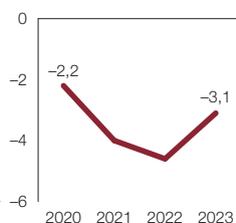
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)



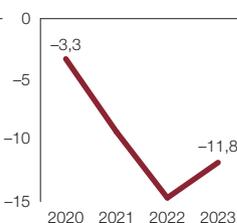
Inflation de l'IPC (%)



Solde budgétaire (% du PIB)



Compte courant (% du PIB)



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.